

Relevé, fait en vertu d'un ordre du Sénat, etc.—*Suite.*

Ministère	1919	1922
Royale gendarmerie à cheval du Canada	20,150 09	56,277 58
Postes	10,653,868 16	15,790,116 53
Conseil privé	43,361 78	45,313 89
Travaux publics	557,568 14	672,186 61
Imprimerie et papeterie	69,342 40	446,654 89
Chemins de fer et canaux	1,914,813 67	2,782,205 36
Secrétaire d'Etat	80,980 46	154,823 33
Commerce	1,061,549 87	3,783,592 02
Immigration et colonisation	972,035 68	1,115,260 39
Rétablissement des soldats dans la vie civile	3,535,843 51	6,948,616 51
Brevets et droit d'auteur	113,125 57	173,343 73
Commission de l'établissement des soldats sur des terres	102,291 72	1,363,788 29
Santé	358,902 28
Totaux	\$38,433,502 66	\$56,429,142 02

L'honorable M. BELCOURT: Honorables messieurs, il ne serait peut-être pas mal à propos, et il serait peut-être de quelque utilité de faire le partage des responsabilités en fait d'extravagance et de gaspillage en Canada. Je ne suis pas prêt à contredire ce qu'ont pu dire ce matin certains de ces honorables messieurs à propos de l'extravagance de la part des gouvernements, mais je crois qu'il serait à propos pour chacun de nous en Canada de faire un sérieux examen de conscience sur cette question d'extravagance et de gaspillage. Tant que les Canadiens, en tant qu'individus et en tant qu'entité collective, n'auront pas pris le parti d'être économes, il n'y aura pas d'économie en pratique. C'est bien beau pour ces honorables messieurs de prêcher l'économie ici ou ailleurs, pour les autres en Canada, mais je suis d'avis que ce serait encore beaucoup mieux si chacun mettait l'économie en pratique dans ses affaires personnelles. La guerre ne nous a rien appris; nous ne nous rendons pas compte de l'immensité du fardeau imposé à notre pays, et les dépenses vont leur train comme avant la guerre, sinon à une plus grande allure.

L'honorable W. B. ROSS: Pire qu'avant la guerre.

L'honorable M. BELCOURT: Probablement. On n'a, par exemple, qu'à regarder les automobiles; je n'ai pas les chiffres exacts, mais on me dit qu'il y a beaucoup plus d'automobiles en Canada que dans toutes les Iles Britanniques.

L'honorable sir EDWARD KEMP: C'est vrai.

Le très honorable sir GEORGE E. FOSTER: Au delà d'un demi-million.

L'honorable M. BELCOURT: Des gens qui n'ont pas les moyens d'acheter ou d'entretenir un automobile, hypothèquent leurs fer-

L'hon. M. BRADBURY.

mes, leurs meubles ou leurs immeubles. Allez à notre palais de justice, ici à Ottawa et demandez au greffier de la cour de comté de vous montrer le registre des hypothèques sur immeubles, lettres de vente, etc., consenties pour achat d'automobiles. Il faudrait un mois d'un travail assidu au moins pour parcourir toute la liste de ceux qui ont consenti des hypothèques sur immeubles pour acheter des automobiles, dans cette ville seulement.

Beaucoup d'articles de luxe sont devenus des nécessités. Réfléchissons, et voyons si nous avons bien pratiqué ce que nous prêchons aux autres, et en particulier, ce que nous demandons du gouvernement aujourd'hui. Je pense que tous devront admettre qu'ils ont oublié de pratiquer ce qu'ils prêchent.

L'honorable M. BRADBURY: Est-ce que le gouvernement ne devrait pas donner l'exemple?

L'honorable M. BELCOURT: Non; les gouvernements ont plutôt l'habitude de suivre l'opinion publique que de la diriger; c'est là une des plus grandes erreurs des temps modernes, que les gouvernements suivent et ne conduisent pas. On ne fait aucun effort coordonné, en ce pays comme n'importe où ailleurs, pour diriger l'opinion publique dans la bonne voie. C'est un jeu de politique d'un bout de l'année à l'autre. Je crois à la démocratie, mais à certains temps, je sens ma démocratie passablement ébranlée. Je me demande si la démocratie ne sera pas un insuccès, hormis que nous ne profitons des leçons qu'elle donne et que nous ne prenions les moyens de mettre en pratique ce qu'elle demande.

Ne pourrions-nous pas, par exemple, prendre pour modèle ce qui a été et ce qui se fait encore dans un petit pays comme la Belgique ou chez sa voisine plus puissante, la France? Nous ne pouvons presque pas concevoir ce que ces deux pays ont accompli depuis la guerre, nous, Canadiens, extravagants que nous sommes, et qui accumulons des déficits tous les ans. Les industries du nord de la France étaient à peu près ruinées complètement; les régions du nord, où se trouvaient les grandes industries françaises, étaient dévastées. Rappelez-vous ce qui s'était passé en France et en Belgique; et, pourtant, aujourd'hui la France, avec moins d'impôts que nous, a un surplus, ses revenus font plus qu'équilibrer ses dépenses.

Le très honorable sir GEORGE E. FOSTER: Oh non!

L'honorable M. BELCOURT: Oui, ses revenus équilibrent ses dépenses.

L'honorable M. DANDURAND: Sauf les dépenses extraordinaires.